

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Leur « sécurité globale » dope nos révoltes !

Face à la loi de prétendue « Sécurité globale », ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », ou « on vous voit », « Lallement sent Papon » !

On en a déjà trop vu

Trop, c'était trop. D'abord ce projet de loi osant proposer – article 24 – que les journalistes ou toute autre personne ne puissent plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant ! Et voilà qu'arrivent les images de flics tabassant de jeunes migrants réfugiés et leur volant leurs tentes place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, celles provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac... Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence, qui ont filmé toute la scène. Face aux mensonges éhontés des policiers sur le déroulement des événements, heureusement qu'il y avait des images !

De « I can't breathe » à « J'étouffe »...

Tout ce que Macron a su bredouiller, pour répondre à l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte »... C'est pour ça que son gouvernement veut les interdire ! Car ce sont les images qui cristallisent la révolte, comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd.

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause, ils seraient déférés devant la justice. Mais c'est pourtant lui qui est à la tête de la chaîne de commandement et continue à défendre son projet de loi qui leur assure l'impunité. Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! C'est pourtant Cédric Chauviat qui est mort étouffé par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ? Avoir justement voulu filmer son contrôle.

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de « bavures »... Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers

populaires, comme le rappelle l'affaire Théo qui va être jugée prochainement. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, contre les prétendues réformes ferroviaires en 2018, dans les rangs ou aux côtés des Gilets jaunes au cours de l'année 2018, il y a moins d'un an encore contre la réforme de nos retraites, à l'hiver dernier.

Insécurité sociale... colères globales

Cela fait quelques années en effet que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens militaires et légaux se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières, auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements plus ou moins légaux destinés à nous dissuader d'aller manifester notre colère et nos exigences. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée pour les classes populaires, ceux détenant les grands médias étant ceux qui en ont les moyens financiers.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Les licenciements massifs qui sont annoncés tous les jours sont le signe d'une terrible montée du chômage et d'une baisse drastique de notre niveau de vie.

En France, comme à l'échelle internationale, la bourgeoisie anticipe les mouvements sociaux qu'elle craint. Mais à force de serrer la vis pour éviter l'explosion sociale, elle ne peut qu'amplifier la colère.

On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres... et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres !

Mariage PSA / FCA : les salariés à la noce ?

Dans un article dithyrambique le journal « Les Échos » du 28 novembre encense C. Tavares comme étant « The » entremetteur qui aurait arraché, n'ayons pas peur des mots, le morceau pour obtenir l'alliance avec l'héritier de la famille Agnelli un poil récalcitrant, qui aurait même eu l'outrecuidance de déclarer sa flamme à Renault avant de se faire éconduire par l'État français.

Et le journal, sous le charme de citer une source du dossier : « *Et il l'a fait en ayant l'intelligence d'associer les actionnaires, ce qui lui a permis d'aller vite quand il le fallait* ». Ça c'est sûr ce mariage arrangé ne sera pas l'idylle promise pour les salariés des deux groupes. Ne nous laissons pas imposer les conséquences de èce ménage à deux.

La montagne accouche d'une souris

Un accord concernant le télétravail a fini par sortir après de multiples discussions entre syndicats et patronat. Le patronat avait d'emblée posé ses conditions avant toutes discussions : cet accord se devait d'être non prescriptif ou normatif. Ses vœux ont été exhaussés. Rien ne sera applicable à l'ensemble du monde du travail. Du coup l'accord reprend une multitude d'aspect généraux mais sur la base de simples conseils ou préconisations. Tout accord final est renvoyé à la négociation entreprise par entreprise voire de gré ou gré en l'absence d'accord. Comme si le rapport de force entre salariés et employeur se faisait sur un même pied d'égalité. PSA a déjà annoncé la couleur de son cher « dialogue social » avec sa volonté d'imposer une moyenne d'un jour et demi en présentiel pour les activités R&D, covid ou pas covid !

Renault Flin recyclé ?

La direction de Renault prévoit de réinventer le site de Flins pour recycler et réutiliser des véhicules ou des batteries selon la direction. En pratique cela va diminuer le nombre de salariés de 40 %. Et même un peu plus en tenant compte du fait que le site devrait accueillir des salariés non Renault. La production de la meilleure vente électrique en Europe est condamnée par des arguments écolos. Tout est permis avec le greenwashing .

« C'est dur d'avoir 20 ans en 2020 »

Après publication du rapport sur la pauvreté on constate que plus de la moitié des pauvres ont moins de 30 ans, et parmi eux les 20-24 ans sont

les plus vulnérables. Le gouvernement a annoncé augmenter le nombre de bénéficiaires de la « garantie jeunes », sorte de RSA, mais sans en élargir les conditions d'éligibilité... Encore faut-il obtenir un rendez-vous à la mission locale pour pouvoir valider le dossier. Si c'est dur d'avoir 20 ans, le gouvernement n'y est pas pour rien !

Faut pas pousser

Après Nokia, Bridgestone ou encore Renault, c'est Danone qui vient d'annoncer un « plan d'économie ». En prenant la crise sanitaire comme prétexte, la direction veut supprimer 2 000 postes dans le monde, dont plus de 400 en France.

Une annonce difficile à digérer au vu du 1,7 milliard d'euros de bénéfice engrangé au premier semestre 2020. Ou encore du 1,5 milliard de dividende versé en avril aux actionnaires.

Danone a les moyens, hors de question de les laisser jouer avec nos emplois !

Violences policières : ils étaient filmés

Trois ans et demi après les faits, la justice a renvoyé trois des agresseurs de Théo Luhaka devant une cour d'assises. violemment tabassé à Aulnay-sous-Bois en février 2017, il est maintenant handicapé à vie.

Dans un long rapport, la Défenseure des droits a livré l'étendue des mensonges proférés par les policiers pour se couvrir, jusqu'au sommet de la chaîne hiérarchique. Mais ce qui lui a permis de se saisir de l'affaire, c'est bien la diffusion des vidéos de l'interpellation.

Pour nous suivre en télétravail :



www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires
NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouvez notre dossier sur l'ouverture à la concurrence des transports publics dans le dernier numéro de notre revue Convergences Révolutionnaires sur le site : convergencesrevolutionnaires.org.

Et chaque semaine, un point de vue militant du NPA sur l'actualité : lanticapitaliste.org et sa version papier L'anticapitaliste.